

Accords de Bretton Woods—Loi

Vu que les pays pauvres devront continuer à obtenir de l'aide, qui ne saurait provenir d'institutions privées, il va falloir renforcer les mécanismes existants de transfert; et à ce propos le rôle de la Banque mondiale est crucial en raison de son importance même. En effet la Banque mondiale brasse des montants énormes et travaille de concert avec le FMI. Enfin les modalités d'endettement devront sans doute être revues au cours des années à venir de façon à permettre aux pays débiteurs de recourir à l'aide de la collectivité internationale. Il faudra assurer un minimum d'équité dans leur réaménagement des dettes, aussi bien au plan des crédits nationaux et internationaux que des crédits privés, lesquels continueront à jouer un rôle important quant au transfert des ressources à tous les pays du monde.

J'insisterais sur ce point.

En résumé donc, je conviens avec l'article qu'un Fonds monétaire international renforcé profitera à tous les pays, tant créanciers que débiteurs. Il va falloir à mon avis opter pour le premier scénario, tout en veillant à ne pas aggraver davantage encore l'inflation dont personne ne profite en dernière analyse.

J'ai versé ces déclarations au compte rendu, à cause de tout ce qu'a fait le gouvernement et de tout ce qu'ont proposé nos amis socialistes à ma gauche, totalement à l'encontre de ce qu'il faudrait faire chez nous en fonction du climat international. Comme l'a dit M. Hilton, nous n'avons pas beaucoup de temps devant nous. Il est indispensable de mettre un terme à certaines choses qui ont contribué certainement à la chute du dollar, à la hausse des taux d'intérêt, à la hausse de l'inflation et au déficit de notre compte courant.

J'aimerais établir une comparaison entre le budget que nous avons présenté le 11 décembre et la politique budgétaire actuelle du gouvernement. Par exemple, au lieu de réduire ses dépenses, entre décembre et avril, lorsque le ministre des Finances (M. MacEachen) a présenté son exposé économique, le gouvernement a augmenté les dépenses du pays de 2 milliards et demi. Non seulement il les a augmentées de 2 milliards et demi, mais il a également diminué les recettes en renonçant à certaines des mesures fiscales que notre ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), avait proposées dans son budget. Cela représente une perte de 1.2 milliard. Par conséquent, entre décembre et avril notre déficit s'est accru de 3.7 milliards, soit une augmentation de 35 p. 100.

Pour ce qui est des besoins financiers réels du gouvernement, au lieu de nous contenter de 8.2 milliards que prévoyait le budget du gouvernement Clark, nous nous retrouvons avec des besoins de 11.7 milliards, ce qui représente un bond de 43 p. 100 entre décembre et avril dernier.

Si j'aborde cette question dans le cadre du débat sur le bill C-5, c'est parce qu'il ne faut pas oublier qu'en fait, notre prêteur est le Fonds monétaire international, du moins en dernier recours. C'est à lui que nous devons nous adresser si nous continuons à mal gérer nos affaires. C'est ce qu'ont dû faire l'Italie et la Grande-Bretagne.

Le Fonds monétaire international met des crédits de près de 9 milliards à la disposition du Canada et nous allons devoir peut-être les utiliser. Néanmoins, nous n'aurons absolument pas besoin de nous adresser au Fonds monétaire international si nous prenons les mesures correctives prévues dans le budget présenté par le gouvernement Clark le 11 décembre. C'est pourquoi nous devons d'abord admettre que nous nous trouvons dans une situation économique mondiale très précaire. Parmi les pays qui influencent largement cette situation écono-

mique, le Canada compte parmi ceux qui ont la pire situation financière.

Il incombe absolument à la Chambre de faire des suggestions au gouvernement sur les façons possibles de remédier à la désastreuse situation dans laquelle il nous a placés ces dernières années. La raison pour laquelle je parle des socialistes à ma gauche, qui se disent sociaux-démocrates, bien qu'il n'y ait pas tellement de démocratie dans leur parti en Nouvelle-Écosse et ailleurs...

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Bien dit.

M. Stevens: La raison pour laquelle je veux parler des socialistes est que, se rendant compte, dans leur frustration extrême, qu'ils n'auront jamais l'occasion, du moins pas au cours de ce siècle, de présenter un budget au Canada, ils ont présenté ce qu'ils ont appelé un budget fantôme en jargon typiquement socialiste. D'ailleurs, peut-on mieux décrire un budget socialiste qu'en l'appelant budget fantôme?

Si les députés prennent le temps de lire certaines des mesures préconisées dans ce budget fantôme, ils verront à quel point ces gens sont absolument irresponsables. Dans le climat international actuel, avec un gouvernement qui ne contrôle plus ses dépenses et nous impose des besoins financiers de 43 p. 100 plus élevés que ce dont nous estimions avoir besoin en décembre dernier, voilà que les socialistes demandent d'accroître davantage les dépenses et le déficit. Ils devraient laisser ces raisonnements keynésiens stupides aux universités et donner aux gens pratiques la possibilité de mener le pays.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Don McGillivray dans la *Gazette* de Montréal d'hier a assez bien résumé la situation quand il a dit:

Les socialistes du Canada auraient pu progresser davantage au cours des 43 années qui ont suivi le manifeste de Regina s'ils s'étaient montrés aussi sévères dans l'analyse de leurs propres propositions qu'ils l'ont été en exposant les péchés du capitalisme. Le «budget» qu'a présenté la semaine dernière M. Bob Rae, le critique financier du Nouveau parti démocratique au Parlement, illustre bien cette affirmation.

Qu'ont-ils dit dans leur budget fantôme? Voyons rapidement. Ils ont dit qu'il fallait augmenter les dépenses fédérales, le déficit et les impôts. De plus, il leur a semblé que dans leur présentation des comptes du gouvernement fédéral on devrait faire une distinction entre les dépenses qu'ils appellent des investissements et celles qui n'en sont pas. Tant mieux. Le nouveau parti démocratique a réexaminé ses anciennes formules politiques et il les a présentées encore une fois. On trouve très peu de nouveau, si jamais il y en a, dans la bouillie qu'ils ont vomie sous la forme d'un prétendu «budget fantôme».

● (1620)

Analysons ce qu'il en coûterait aux Canadiens si jamais il arrivait que dans un moment de faiblesse le gouvernement accepte quelques-unes des mesures que suggère ce parti. Par exemple, les conséquences financières nettes du plan socialiste augmenteraient les dépenses d'un montant supplémentaire de 3.8 milliards de dollars.

M. Broadbent: Merveilleux!